

NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.832

3 juillet 1957

FRANCAIS

Vingtième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA HUIT CENT TRENTE-DEUXIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,  
le mercredi 3 juillet 1957, à 14 h.30.

Président :

M. HOOD

(Australie)

1. Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental : rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental [41] (suite)
2. Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique : rapport du Comité de rédaction [42]
3. Adoption définitive du rapport sur la situation dans le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne [4e]

UN. LIBRARY  
5 JUL 1957  
UN/SA COLLECTION

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.832. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-19478

(48 p.)

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU SAMOA-OCCIDENTAL; RAPPORT ANNUEL SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU SAMOA-OCCIDENTAL (T/1330; T/L.781) /point 4 f) de l'ordre du jour/ (suite)

Sur l'invitation du Président, M. T.R. Smith, Représentant spécial du Territoire sous tutelle du Samoa-Occidental sous administration de la Nouvelle-Zélande, prend place à la table du Conseil.

M. SMITH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord compléter une réponse que je n'ai pu entièrement donner hier. Le représentant de la Syrie avait relevé une contradiction apparente entre certains chiffres du rapport relatifs aux subventions accordées par la Nouvelle-Zélande. Je n'avais pas pu expliquer immédiatement la situation exacte et je voudrais le faire maintenant.

Il existe une erreur dans les chiffres donnés à l'annexe IV. Le total, en effet, s'élève à 88.000 livres, et non pas à 85.000 comme il est indiqué. Cette erreur a été reportée dans le résumé à la page 35 du rapport, d'où résulte ainsi une différence de 3.000 livres.

Je prie le Conseil d'excuser l'Administration pour cette erreur et pour la confusion qui a pu en résulter, et je désire remercier le représentant de la Syrie qui nous l'a signalée.

L'autre contradiction apparente est encore plus simple à expliquer. La somme totale attribuée par la Nouvelle-Zélande s'élevait à 114.785 livres, mais le Samoa ne l'a pas entièrement utilisée. Le Samoa retire cet argent à mesure qu'il en a besoin pour financer des programmes, comme par exemple la construction d'écoles. A la fin de l'année, le programme de construction était en retard sur les prévisions, et la somme mise à disposition n'avait pas été entièrement dépensée. Sur les 114.785 livres avancées par la Nouvelle-Zélande, 88.000 seulement avaient été utilisées par le Samoa. Le solde doit permettre de poursuivre le travail jusqu'à la fin de cette année et le Trésor samoan retirera cet argent à mesure qu'il en aura besoin.

Discussion générale

M. FELD (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : La délégation des Etats-Unis a écouté avec un grand intérêt l'exposé liminaire du Représentant spécial de l'Autorité administrante qui nous a apporté un grand nombre de renseignements supplémentaires qui sont venus s'ajouter aux informations données par le rapport annuel pour l'année 1956. Le Représentant spécial nous a en outre apporté des éclaircissements en réponse à des questions se rapportant aux divers domaines contenus dans le rapport. Tous ces éléments nous ont été extrêmement utiles et nous sommes heureux d'avoir pu ainsi nous faire une idée encore plus claire de la situation existant dans le Territoire.

Le Samoa-Occidental va s'engager dans la dernière étape de son développement constitutionnel avant l'établissement d'un gouvernement ministériel véritable.

Le Conseil, qui avait d'abord été créé en 1953 en qualité d'organe consultatif, est maintenant le principal instrument politique du Haut-Commissaire dans la fonction exécutive de son administration du Samoa-Occidental.

En outre, un système de membres a été instauré en septembre 1956; ce système permettra plus tard la formation du Cabinet.

Comme le Représentant spécial l'a souligné dans sa déclaration liminaire, "les réformes constitutionnelles sont maintenant si avancées qu'à maints égards, le gouvernement est déjà presque totalement entre les mains des habitants du Territoire", et "la Nouvelle-Zélande se borne de plus en plus à jouer le rôle de guide et de conseiller".

Le Représentant spécial nous a fait connaître également qu'en ce qui concerne le Parlement, la dernière moitié de 1956 et la première moitié de 1957 ont constitué une période d'ajustement et de préparation aux réformes importantes qui seront effectuées vers la fin de 1957. Des élections générales auront lieu en novembre 1957; après ces élections, un nouveau Parlement, composé d'une chambre unique comprenant 48 membres, remplacera l'Assemblée législative actuelle et le Fono des Faipoulés. Nous félicitons l'Autorité administrante pour les progrès constitutionnels et les mesures qui ont été prises à cet égard et qu'il est projeté de prendre; il y a là des progrès dignes d'être remarqués vers l'objectif d'autonomie ou d'indépendance. L'Autorité administrante et le peuple du Samoa-Occidental méritent toutes les louanges du Conseil de tutelle à cet égard.

En vertu d'une loi adoptée en septembre 1956, les New Zealand Reparation Estates ont été, le 1er avril 1957, remis au peuple du Samoa-Occidental; actuellement, ils sont administrés par la Western Samoa Trust Estates Corporation. Ainsi a été remplie une promesse faite en 1953 par l'Autorité administrante; il y a là une mesure généreuse et importante, au sujet de laquelle il convient de féliciter l'Autorité administrante.

En ce qui concerne la fonction publique au Samoa-Occidental, nous constatons que les pouvoirs du Commissaire à la fonction publique ont fait l'objet d'une nouvelle définition qui attribue au Gouvernement du Samoa-Occidental une influence plus directe dans les décisions à prendre dans ce domaine. En outre, un fonctionnaire compétent a été désigné; il est chargé d'aider à la formation des fonctionnaires.



De plus, nous notons qu'une personne, d'origine en partie samoane et ayant le statut d'un Européen, a été désignée en 1956 au poste de chef de la police; ainsi, un nouveau département est placé sous la direction d'un habitant du Territoire. Il y a là des progrès significatifs, pour lesquels l'Autorité administrante mérite d'être félicitée.

Nous notons également que la compétence des organes territoriaux législatifs et exécutifs, dans le domaine de la fonction publique, est maintenant, dans la plupart des cas, analogue à la compétence des organes similaires de la Nouvelle-Zélande, dans le domaine de la fonction publique en Nouvelle-Zélande. Ceci est conforme à une recommandation faite par le Conseil de tutelle au cours de sa dix-huitième session. Nous voulons réitérer l'espoir exprimé au cours de cette dix-huitième session que tous les efforts continueront à être déployés pour organiser une fonction publique efficace, dont le personnel sera, aussitôt que cela sera pratique, composé de Samoans.

En ce qui concerne la citoyenneté et le statut national, ma délégation prend note des recommandations faites par le Comité représentatif nommé au Samoa-Occidental pour étudier le problème de la citoyenneté au Territoire. Nous notons également la déclaration du Représentant spécial d'après laquelle une loi sur la citoyenneté, dont l'adoption avait été prévue pour la fin de 1957, devra probablement être ajournée à une date ultérieure. Cependant, nous tenons à féliciter l'Autorité administrante pour les mesures déjà prises dans ce domaine et nous voulons exprimer l'espoir qu'une loi sur la citoyenneté sera promulguée en temps voulu. En même temps, nous voudrions également exprimer l'espoir que le Comité du statut samoan formulera d'ici peu des propositions satisfaisantes en vue de l'abrogation de la distinction juridique entre Samoans et Européens et de l'établissement d'un statut commun pour tous les habitants, avec droits et obligations égaux pour tous.

Ma délégation relève également l'exposé très net fait par l'Autorité administrante au sujet de l'attitude actuelle des Samoans en ce qui concerne l'élargissement du suffrage. Tout en admettant qu'il y a là une question étroitement liée à l'opinion publique samoane, nous notons l'opinion du Représentant spécial, d'après laquelle la jeune génération des Samoans pourrait estimer qu'elle aurait avantage à dépasser le système des Matais et à se diriger vers un système de vote beaucoup plus large.

En ce qui concerne le gouvernement local, nous relevons que des districts administratifs délimités suivant les principales régions géographiques du Territoire ont été institués vers la fin de 1956. Nous espérons que ces districts pourront, comme l'Autorité administrante semble le suggérer, fournir rapidement le cadre permettant d'établir les futurs conseils de district.

Dans le domaine économique, nous notons avec satisfaction un certain nombre de résultats obtenus dans le Territoire au cours de l'année 1956; ce sont les suivants : tout d'abord, l'accélération de la production du caoutchouc et la perspective d'un développement important de cette production au cours de l'année 1957, lorsque des centaines d'acres déjà plantées d'arbres feront l'objet d'une exploitation; en second lieu, une augmentation des exportations de bois durs samoans à destination de la Nouvelle-Zélande en 1956, par comparaison à l'année 1955; en troisième lieu, une augmentation très nette du nombre des coopératives; de sept en 1955, elles ont passé à dix-neuf en 1956.

Il y a là des indices favorables d'une plus grande diversité des productions dans le Territoire. Nous espérons que cette diversification se maintiendra au Samoa au cours des années à venir.

Ma délégation a remarqué, avec un intérêt tout particulier, la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle l'achèvement de l'étude générale, la désignation de fonctionnaires techniques aux Départements des travaux publics et de l'agriculture, ainsi que le développement de ces Départements entre 1955 et 1957 sont les conditions préalables à l'établissement de plans à long terme dans ces domaines.

A ce propos, nous nous réjouissons des indications que le Représentant spécial nous a fournies et selon lesquelles le Département de l'Agriculture, en particulier, a des effectifs complets et reçoit les fonds nécessaires sur le budget actuel pour être à même de s'acquitter de ses importantes fonctions. Nous exprimons l'espoir que le désir des chefs samoans qu'un programme soit institué pour l'utilisation de la terre sera exaucé et que le Département de l'Agriculture pourra utiliser au mieux les résultats des relevés topographiques qui ont eu lieu dans ce domaine.

Nous avons noté que la jetée de Salelologa a été ouverte. Nous pensons que cela pourra contribuer au développement économique du Territoire et nous félicitons l'Autorité administrante de l'avoir construite. Nous la félicitons également d'avoir ouvert de nouvelles routes dans l'ensemble du Territoire, ce qui favorisera aussi le développement de celui-ci.

Dans le domaine du progrès social, nous félicitons l'Autorité administrante pour avoir établi un plan de formation professionnelle au Samoa en vue de remédier à la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et nous la félicitons spécialement d'avoir désigné un fonctionnaire chargé d'organiser ce projet et d'aider au développement de la main-d'oeuvre qualifiée. Quoique l'industrie du Territoire - en dehors de l'industrie agricole - soit encore à l'état embryonnaire, il semble qu'une augmentation graduelle se manifeste tant dans le nombre que dans la variété des petites entreprises industrielles. Nous constatons aussi que la législation du travail et la réglementation de celui-ci sont envisagées et que l'on songe à déterminer les heures de travail, le taux des salaires et peut-être même à établir un système d'indemnités en cas d'accidents du travail. Nous espérons que cette législation sera adoptée dans un proche avenir.

Dans le domaine de la santé publique, nous voyons avec plaisir que la campagne contre le pian, qui a été entreprise par le FISE et par l'OMS, se poursuit, de même que les cours d'hygiène ont toujours lieu au niveau du village en vue de la préparation de médecins assistants dans l'ensemble de la région du Pacifique du Sud-Ouest. Nous notons également avec satisfaction la déclaration du Représentant spécial selon laquelle, depuis que le Conseil a examiné la dernière fois la situation dans le Samoa Occidental en ce qui concerne l'administration de la santé publique, une amélioration considérable s'est produite dans ce domaine. Nous exprimons l'espoir que le progrès important dont l'Autorité



administrante nous a parlé au sujet du recrutement du personnel médical se poursuivra et que des bourses scolaires, des cours et des facilités diverses continueront d'être à la disposition des habitants autochtones qui travaillent dans le domaine de la santé publique.

Pour ce qui est de l'enseignement, nous voulons croire que la loi que l'on se propose de soumettre à l'Assemblée législative en 1957 aura pour effet, d'ici peu, que l'enseignement primaire sera obligatoire selon une méthode par district. Dans le domaine de l'enseignement secondaire, nous relevons qu'en 1956, il y a eu 54 étudiants de plus que l'année précédente. Nous saluons la déclaration du Représentant spécial selon laquelle, lorsque les installations destinées aux filles seront terminées au début de l'année prochaine, le collège samoan sera à même de remplir complètement sa mission d'école secondaire répondant aux besoins de tout le Territoire, de sorte qu'il ne soit plus nécessaire de fournir des bourses scolaires pour envoyer les enfants en Nouvelle-Zélande jusqu'à ce qu'ils aient atteint la classe V.

Cependant, nous voulons répéter la recommandation de la Mission de visite, à savoir que l'Autorité administrante crée, aussitôt que possible un centre de formation professionnelle dans le Territoire sous tutelle. Nous exprimons aussi l'espoir que l'Autorité administrante continuera d'accorder des bourses en quantité suffisante pour permettre aux jeunes gens de poursuivre leur études supérieures en Nouvelle-Zélande.

Enfin, nous sommes satisfaits de constater que, conformément à la recommandation de la Mission de visite de 1956, l'Autorité administrante a terminé les plans relatifs à la création d'une bibliothèque de référence et d'un centre de prêt de livres et qu'elle a nommé un bibliothécaire.

En terminant, je tiens à exprimer mes vifs remerciements au Représentant de la Nouvelle-Zélande et au Représentant spécial pour leurs exposés très complets et très utiles de la situation dans le Territoire. Ma délégation est toujours frappée du caractère progressiste des mesures prises par l'Autorité administrante dans ce Territoire et de la sagesse dont elle fait preuve en guidant celui-ci à travers les dernières étapes constitutionnelles vers l'établissement d'un statut ministériel complet.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : En présentant ces quelques brèves observations sur la situation dans le Territoire sous tutelle du Samoa occidental pour la période que nous étudions, ma délégation tient à féliciter tout d'abord l'Autorité administrante pour les remarquables progrès qui ont été faits dans le domaine politique. Les modifications constitutionnelles très importantes qui ont eu lieu pendant la période considérée et celles qui doivent intervenir dans un très proche avenir ont, sans nul doute, rapproché le Territoire davantage encore de l'accession à l'indépendance.

L'Autorité administrante a maintenant donné de plus grands pouvoirs administratifs aux membres non fonctionnaires du Conseil exécutif en chargeant chacun d'eux de l'administration d'un service particulier du gouvernement. A partir de septembre 1956, le Haut-Commissaire doit consulter le Conseil consultatif et agir conformément à ses avis sur toutes les questions, sauf celles qui relèvent de ce qu'on appelle "les questions réservées" et les "lois réservées". Dans le cas de l'Assemblée législative, des mesures ont également été prises pour augmenter la compétence de celle-ci en réduisant considérablement l'étendue des questions et des lois réservées. La nouvelle Assemblée législative élargie sera bientôt créée.

Ma délégation est très satisfaite de toutes ces mesures qui ont été prises vers l'autonomie. Cependant, nous désirons faire un certain nombre de suggestions. En ce qui concerne le système des membres, qui est manifestement une mesure intermédiaire devant conduire finalement à la création d'un cabinet ministériel complet dans le Territoire, nous éprouvons quelques doutes au sujet de la disposition selon laquelle, quand un chef de département n'est pas d'accord avec un membre envers qui il est responsable, il peut soumettre le cas au Haut-Commissaire par l'intermédiaire de ce membre en indiquant ses raisons. C'est là peut-être une mesure qui a pour but d'assurer le bon fonctionnement des divers services qui ont été confiés aux membres non fonctionnaires du Conseil exécutif pendant la période de transition; cependant, nous nous demandons si cette mesure est vraiment nécessaire étant donné que le Représentant spécial nous a assurés à plus d'une reprise de la compétence des membres non fonctionnaires du Conseil exécutif dans leurs domaines respectifs. Je n'ai pas besoin d'ajouter que cette disposition est sans aucun doute contraire au principe qui régit un cabinet ministériel et que l'Autorité administrante et la population du Territoire essaient précisément de mettre en application.



Nous espérons donc que, au fur et à mesure que le système des membres fonctionnera de façon de plus en plus satisfaisante, l'Autorité administrante pourra envisager d'abolir cette disposition.

Nous notons que, au cours des prochaines élections à l'Assemblée législative, les membres samoans continueront d'être élus par les Matais. Nous regrettons que, dans ce cas, une fois de plus, les méthodes traditionnelles de la population doivent être suivies. Cependant, au fur et à mesure que l'enseignement se développera dans le Territoire, nous espérons que l'Autorité administrante dirigera ses efforts de façon à convaincre les chefs samoans de la nécessité d'accepter des méthodes plus modernes et plus démocratiques et d'adopter un système de suffrage universel, peut-être pour les élections qui doivent avoir lieu en 1960.

Je dirai maintenant un mot à propos du développement de l'administration locale. Il semble que peu de progrès soient possibles à ce stade du progrès politique du Territoire. Cependant, il est inutile que je répète que c'est sur la base ferme d'un système de gouvernement local que repose la fondation d'un gouvernement sain.

Il y a jusqu'à maintenant un seul organisme d'administration locale au sens véritable du terme, c'est-à-dire le Conseil d'Aleisa, établi au début de 1946 et nous savons tous que la région d'Aleisa est habitée essentiellement par des Européens. Nous n'ignorons pas quelles sont les mesures initiales prises pour créer des conseils administratifs locaux, à savoir l'établissement de conseils de villages et de districts en 1954, et des districts administratifs aux environs de la fin de 1956. Il est regrettable que, jusqu'à présent, la création de ces districts ne permette pas de conclure que l'opinion publique est prête à accueillir la création de conseils de districts et de conseils de zones. Maintenant que l'Autorité administrante a affermi la structure centrale du gouvernement du Territoire, le moment est peut-être venu pour elle de consacrer le gros de ses efforts à convaincre la population samoane qu'il est souhaitable d'avoir une administration décentralisée. Si ces efforts sont poursuivis de façon énergique, ils sont certains de donner de bons résultats.

Nous comprenons que le comité créé en 1955 en vue d'étudier la question du statut commun à tous les habitants du Territoire n'est pas encore parvenu à son but. Les différences entre Samoans et Européens sont maintenant inscrites dans la loi et la coutume. Le Comité a demandé que la question soit ajournée et soit traitée par l'Assemblée législative.

Ce qui, semble-t-il, préoccupe essentiellement les Samoans, c'est le souci de préserver leur terre. Je ne ferai aucune suggestion en ce qui concerne la façon dont cet intérêt légitime des Samoans peut être sauvegardé sans qu'il soit porté préjudice aux principes du statut commun, qui comporte des droits et des obligations égaux pour tous les groupes de la population. Nous espérons seulement que la nouvelle Assemblée législative pourra trouver une solution équitable, qui donnera satisfaction à tous les intéressés. Cependant, nous sommes heureux de noter que le Comité a été tout au moins à même de recommander qu'une citoyenneté commune soit établie, conformément à certains principes de base. Comme ma délégation l'a toujours dit, une loi sur la citoyenneté devrait être mise en vigueur avant que le Territoire n'en arrive à l'indépendance ou à l'autonomie, c'est-à-dire aux environs de 1960. Nous tenons à dire à quel point nous sommes satisfaits de voir que le Comité a fait sienne cette recommandation.

M. Kiang (Chine)

Nous comptons voir le jour où une citoyenneté commune sera accordée à tous les habitants du Territoire, quel que soit leur statut interne. A notre avis, cela aidera à faire disparaître une grande confusion qui règne dans la situation actuelle.

Avant d'abandonner le domaine politique, je voudrais revenir une fois de plus à la question du développement de la fonction publique samoane. L'importance qui s'attache à la formation d'un nombre suffisant d'autochtones afin d'assurer le service des divers départements ministériels ne saurait être sous-estimée. Maintenant que le Territoire se rapproche de plus en plus de l'autonomie, la nécessité d'accélérer le développement de la fonction publique samoane se fait encore plus urgente. Ma délégation est donc très heureuse d'avoir entendu le Représentant spécial nous dire qu'un plan provisoire pour la formation méthodique de Samoans destinés à remplacer les fonctionnaires supérieurs détachés de Nouvelle-Zélande a été élaboré par le Commissaire à la fonction publique, et que la formation des fonctionnaires intermédiaires a déjà été entreprise ce mois-ci. On nous a également signalé que les fonctionnaires locaux occupant des postes supérieurs sont envoyés en Nouvelle-Zélande en vue d'y acquérir une expérience en matière administrative. Tout ceci montre à quel point l'Autorité administrante a conscience des besoins du Territoire dans ce domaine.

En ce qui concerne le développement économique du Territoire, nous sommes très heureux d'avoir appris que tous les biens des New Zealand Reparation Estates ont été transférés à la Western Samoa Trust Estates Corporation, depuis avril de cette année. Nous ne doutons nullement que ces biens seront administrés de façon aussi efficace que jusqu'à présent et qu'ils continueront de représenter une importante source de recettes publiques.

L'économie du Territoire est presque entièrement fondée sur l'agriculture. Les trois principales cultures d'exportation sont le coprah, le cacao et la banane. Récemment, le caoutchouc est également devenu une culture industrielle d'une certaine importance. L'Autorité administrante nous a exposé de façon très claire la direction vers laquelle se développe le Territoire, c'est-à-dire une augmentation de la production de ses récoltes industrielles et des denrées comestibles, afin d'obtenir les recettes nécessaires pour financer les services sociaux indispensables au niveau actuel de vie et répondre en même temps à des besoins accrus résultant de l'augmentation rapide de la population. L'année 1956, cependant, n'a pas vu

M. Kiang (Chine)

d'augmentation sensible de la production du cacao ou du coprah, tandis que la production de la banane a baissé. Ceci a entraîné une diminution des exportations et, par conséquent, une diminution des recettes du Territoire.

L'Autorité administrante, en conclusion de son rapport annuel, exprime l'espoir que les Samoans et les Européens du Territoire montreront la largeur d'esprit et la sagesse nécessaires pour que les Samoans puissent résoudre leurs problèmes économiques et sociaux. Le problème de la propriété foncière traditionnelle représente précisément l'une de ces sérieuses difficultés auxquelles le Territoire doit faire face et dont la solution nécessite le plus grand courage et la plus grande clarté de vue. Nous espérons qu'en examinant ces problèmes, ainsi que tous autres problèmes touchant au domaine économique et social, le gouvernement territorial ainsi que l'Autorité administrante comprendront que le progrès économique et social du Territoire ne peut qu'être retardé si le gouvernement demeure fidèle au système traditionnel.

Avant de quitter le domaine du développement économique du Territoire, ma délégation désire exprimer sa satisfaction du développement rapide du mouvement coopératif depuis la date à laquelle nous avons examiné pour la dernière fois la situation au Samoa-Occidental. Il semble à ma délégation que l'on peut encore beaucoup développer l'industrie de la pêche et nous espérons qu'à la suite de la création d'une section de la pêche au service de l'agriculture, on se préoccupera davantage à l'avenir de l'exploitation des ressources maritimes du Territoire.

En ce qui concerne la main-d'oeuvre, ma délégation note avec satisfaction qu'une Ordonnance portant création de conseils des salaires a été adoptée par l'Assemblée législative. Ces conseils dans lesquels les travailleurs et les employeurs d'une industrie déterminée seront également représentés et qui, en outre, auront un certain nombre de membres indépendants, auront le pouvoir de recommander des taux de salaires et des dispositions relatives aux congés.

L'Autorité administrante a récemment pris diverses mesures pour encourager et aider la population à augmenter sa production agricole. L'achèvement des deux principales routes qui font le tour de l'île est maintenant en vue.

MHC/HA

T/PV.832  
- 19/20 -

M. Kiang (Chine)

Le "Land Use Committee" a mis des terres à la disposition des populations. Le Ministère de l'agriculture a réorganisé et développé ses services et a étendu ses activités. Des enquêtes pédologiques et géologiques ont été entreprises dans le Territoire. L'Autorité administrante mérite les félicitations du Conseil pour tous ces efforts.



M. Kiang (Chine)

Parmi les divers efforts exercés par le Service de l'agriculture en vue d'encourager le développement de l'agriculture dans le Territoire, les plus dignes d'intérêt sont peut-être les vastes programmes expérimentaux de démonstration. L'Autorité administrante nous signale que ces expériences porteront sur 56 pour 100 des types de sols dans le Territoire, c'est-à-dire sur presque toutes les terres nécessaires pour le développement de l'agriculture pendant de nombreuses années à venir. Nous notons avec une satisfaction toute spéciale que la population samoane a montré un intérêt très vif pour ces expériences et ces démonstrations et qu'elle commence à comprendre les avantages qu'offre la mise en valeur des terres nouvelles. Nous espérons sincèrement qu'avec les données résultant de ces enquêtes et de ces expériences, l'Autorité administrante pourra bientôt élaborer un plan à long terme de développement de l'agriculture qui prévoira également la diversification des cultures.

Je voudrais maintenant parler du système traditionnel de la propriété foncière des Samoans dans ses rapports avec l'économie du Territoire. Le Représentant spécial a dit au Conseil qu'il n'y avait pas beaucoup de possibilités d'augmenter la production des grandes plantations. C'est sur les villageois samoans que le Territoire doit compter pour le développement de l'agriculture. A cet égard, cependant, ma délégation a noté en lisant le rapport annuel que les Samoans sont de plus en plus conscients du fait que l'économie collective et le régime traditionnel des aigas n'offrent pas de stimulant pour augmenter la production ou accroître le capital nécessaire afin d'exploiter de nouvelles ressources ou développer de nouvelles méthodes de production. Un mécontentement croissant se fait sentir parmi la génération des jeunes gens qui ne veulent pas partager le fruit de leur travail avec la collectivité. En outre, la fragmentation des terres des matais rend impossible l'emploi des méthodes de plantation dans l'agriculture. De l'avis de ma délégation, tous ces problèmes qui résultent du régime de propriété traditionnel, sans porter préjudice à l'amélioration qui pourrait être apportée dans le cadre du régime des matais, pourraient être résolus si l'administration mettait les terres qui lui appartiennent à la disposition de ceux qui sont désireux de les mettre en valeur. Après avoir travaillé un terrain pendant un certain nombre d'années, les intéressés pourraient recevoir les titres de propriétés de

M. Kiang (Chine)

ces terrains. Des terres d'une superficie suffisante pour permettre l'utilisation des méthodes de plantation pourraient également être distribuées à des personnes groupées en sociétés coopératives. Nous croyons que ces mesures aideraient à accélérer la libéralisation du régime traditionnel de propriété foncière.

Le Conseil de tutelle se félicitera certainement de la déclaration du Représentant spécial indiquant que la situation en ce qui concerne les services de santé publique s'est beaucoup améliorée. Des programmes de formation destinés aux médecins auxiliaires samoans sont en cours. Nous notons avec une satisfaction toute spéciale que la majeure partie de la campagne de lutte contre le pian est terminée et que des équipes de contrôle recherchent maintenant les sujets contacts afin de faire disparaître les dernières traces de cette maladie. Nous espérons que le prochain projet de grande ampleur de lutte contre la tuberculose recevra également l'assistance désirée de la part de l'O.I.S.

En ce qui concerne le progrès de l'enseignement dans le Territoire, étant donné le large réseau d'écoles primaire existant actuellement dans le Territoire, nous voudrions répéter que nous espérons que l'enseignement obligatoire sera institué très prochainement. Nous regrettons que les élèves samoans semblent tendre à abandonner leurs études après le niveau primaire, par suite de leur devoir vis-à-vis de leurs familles.

Nous pensons que la pénurie d'établissements du second degré a contribué au fait qu'il y a très peu d'élèves inscrits dans ces établissements. Etant donné les grands progrès accomplis dans le domaine politique, l'Autorité administrante devra peut-être exercer de plus grands efforts en vue de développer l'enseignement secondaire dans le territoire, afin qu'un plus grand nombre de Samoans puisse recevoir une éducation d'un niveau plus élevé, ce qui permettrait d'accélérer le rythme de l'évolution sociale et politique du Territoire. Le développement de l'enseignement professionnel est évidemment très important. A cet égard, nous notons avec satisfaction qu'un bon début a été fait et qu'un fonctionnaire chargé de la formation professionnelle a été nommé.

Avant de terminer mon exposé, je voudrais, au nom de ma délégation, remercier le représentant de la Nouvelle-Zélande et le Représentant spécial du concours extrêmement précieux qu'ils nous ont prêté dans notre examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Samoa occidental. Nous voulons également remercier le représentant de la FAO pour les remarques qu'il a faites en ce qui concerne le côté agricole du développement du Territoire.

M. CLAEYS BOUCAERT (Belgique) : L'an dernier déjà, l'abondante documentation présentée au Conseil à propos des îles du Samoa sous administration néo-zélandaise avait mis en lumière l'orientation décisive de ce Territoire vers la pleine autonomie interne. Le rapport de la mission de visite contenait des indications très nombreuses et importantes. Le Conseil eut en outre le privilège d'entendre Sir Leslie Munro faire un exposé complet des mesures rationnelles décidées par la Puissance administrante, en complet accord avec une convention constitutionnelle groupant les éléments représentatifs locaux, afin d'organiser par étapes le développement politique correspondant aux aspirations de la population.

Le rapport de cette année ainsi que les explications complémentaires du Représentant spécial nous donnent des renseignements confirmant l'exécution rapide et normale ainsi décidée. L'Assemblée législative locale élabore les lois du Territoire et contrôle souverainement ses finances. Le pouvoir exécutif est entre les mains d'un conseil qui est dans sa majorité une émanation de cette assemblée et dont tous les membres sont en fait pleinement contrôlés par elle puisque les fonds nécessaires au fonctionnement de l'Administration dépendent uniquement de la décision des représentants élus. La structure interne de l'Assemblée législative, telle qu'elle existe actuellement et telle qu'elle résultera des modifications prévues à la fin de cette année, présente certaines caractéristiques originales, notamment de comprendre, en nombre très inégal d'ailleurs, les représentants du peuple samoan vivant sous l'empire du droit coutumier et des représentants de la communauté européenne. Cette dernière appellation, en fait, me paraît peu exacte, car elle désigne un ensemble assez hétérogène de personnes d'origine diverse, y compris d'origine samoane, dont le trait commun est d'être soustraites au droit coutumier samoan et de ne pas bénéficier des avantages que ce régime peut comporter.

Ma délégation estime qu'en adoptant ou en acceptant une structure du pouvoir législatif souple et réaliste, tenant compte du vœu des habitants, la Puissance administrante fait preuve de sagesse et qu'elle demeure en conformité complète avec les principes énoncés à l'Article 76, b) de la Charte des Nations Unies.

M. Claeys Bouúaert (Belgique)

Ma délégation approuve en particulier la décision de l'Autorité administrante, qui nous fut encore réitérée par le Représentant spécial, de remettre au peuple samoan lui-même et à ses organes représentatifs le soin de désigner à l'avenir les modifications que l'évolution des esprits et les circonstances ne manqueront pas de rendre souhaitables à un moment donné, en s'abstenant de lui imposer des institutions préfabriquées.



M. Claeys Bouúaert (Belgique)

Dans le domaine économique, la situation du Territoire n'est pas sans justifier quelques soucis. L'accroissement extraordinairement rapide de la population ne semble pas aller de pair avec le développement de la production et du commerce extérieur. Les chiffres bruts font cependant encore apparaître une situation prospère et la population trouve sur son sol tout ce qui lui faut pour vivre. La délégation belge est heureuse de constater que l'Autorité administrante a entamé un programme de développement agricole et a renforcé considérablement les effectifs et les moyens d'action de la Direction de l'agriculture. L'inventaire des possibilités agricoles a été entrepris sur la base de levés cartographiques aériens. Moins de 10 pour 100 de la superficie totale des îles sont actuellement cultivés. Il y a donc encore place, semble-t-il, pour de sérieuses extensions. Mais le pays est très tourmenté et nous savons tous que les terres en forte pente dans les régions tropicales sont très exposées. Le legs le plus précieux que l'Autorité administrante pourrait faire au Territoire des îles consisterait en un ensemble de méthodes d'exploitation agricole sauvegardant au maximum le capital foncier du pays et assurant son utilisation rationnelle.

Ma délégation est heureuse aussi de reconnaître l'effort de la Puissance administrante en vue de doter le Territoire d'un réseau routier complet et correspondant aux besoins. Le remplacement des ponts provisoires en bois par des ouvrages en béton et l'achèvement presque complet de la route faisant le tour de l'île de Savai'i auront, j'en suis sûr, des effets très sensibles sur les possibilités de développement et sur les conditions d'existence des groupements d'agriculteurs.

Toujours dans le domaine économique, il est intéressant de noter qu'un nombre croissant d'autochtones occupent une place importante dans les affaires commerciales, que la constitution de coopératives se poursuit à un rythme accéléré, et que les connaissances professionnelles de leurs dirigeants font des progrès constants.

Dans le domaine de l'hygiène, il y a lieu de noter avec satisfaction que les effectifs du service médical ont été dûment complétés et qu'un nombre croissant de Samoans des deux sexes s'orientent vers les carrières médicales et reçoivent leur formation à Fidji et en Nouvelle-Zélande.



M. Claeys Bouúaert (Belgique)

L'enseignement, tant primaire que secondaire, ainsi que l'enseignement professionnel, continue de se développer suivant un programme cohérent et bien adapté. La situation acquise permettrait déjà à l'Assemblée législative locale de promulguer l'instruction primaire obligatoire. Ma délégation exprime le souhait qu'elle ne tardera pas à instaurer cette mesure.

Pour conclure, je voudrais féliciter l'Autorité administrante dont la politique prudente et persévérante a conduit le Territoire des îles du Samoa-Occidental au niveau de prospérité et de progrès que nous constatons dans tous les domaines.

Pour finir, je remercie le Représentant spécial et le représentant de la Nouvelle-Zélande pour leur collaboration efficace à nos débats.

1. SALOMON (Haïti) : Cette année, au cours de deux sessions consécutives, le Conseil a passé en revue le présent et l'avenir de tous les Territoires sous tutelle. Bien des situations difficiles ont été rencontrées, dont certaines étaient quasi-insolubles et déprimantes. Cependant, en abordant en dernier lieu l'examen des conditions dans le Territoire du Samoa-Occidental, le Conseil s'est réservé de terminer ses travaux sur une note de satisfaction et l'espoir.

En effet, le développement politique dans ce Territoire indique que la population a atteint ce degré de maturité où l'autonomie pourra couronner sa patience et ses efforts. L'évolution du régime de tutelle dans ce Territoire s'est donc accomplie dans l'esprit fidèle de la Charte et de l'Accord de tutelle. L'Autorité administrante mérite les éloges chaleureux et sans réserve du Conseil.

Dès l'année dernière, nous avons vu l'Autorité administrante fixer les grandes lignes du plan qui doit amener le Territoire à l'autonomie : établissement d'un Conseil d'Etat, raffermisssement de l'autorité des Samoans membres du Conseil exécutif, élection d'un nouveau Conseil législatif, formation d'un cabinet ministériel responsable, et enfin autonomie en 1960.

Cette année encore, nous avons entendu avec satisfaction le Représentant spécial nous réaffirmer la détermination de l'Autorité administrante de poursuivre dans cette voie. Après avoir annoncé la formation du Conseil d'Etat et la composition du Conseil exécutif, il disait ceci :

M. Salomon (Haïti)

"Cette politique n'a pas changé. Nous passerons bientôt à l'étape suivante. Après les élections à la fin de cette année, il y aura un cabinet dirigé par un Premier Ministre samoan. Nous considérons toujours que la prochaine étape sera - nous l'espérons du moins - en 1960; mais pour l'instant, nous n'avons aucune raison de changer d'avis. Tout, jusqu'ici, se déroule comme nous l'avions prévu."

Ma délégation partage l'espoir de l'Autorité administrante que tout se passera comme prévu. Elle estime cependant qu'entre-temps certains problèmes politiques importants devront être résolus d'une façon satisfaisante

En tout premier lieu, le statut samoan devra trouver une définition. Le Comité spécial créé à cette fin a sans doute trouvé une formule acceptable pour la question de la citoyenneté samoane. Il reste cependant la question épineuse du statut intérieur. Le Représentant spécial nous a dit que le peuple samoan veut être sûr que ses droits aux titres fonciers et à la propriété foncière seront pleinement réservés, et il préfère le maintien du système actuel, c'est-à-dire d'une part du statut samoan dépendant des Matai et de la propriété foncière, et d'autre part, d'un statut européen qui ne tient pas compte de ces deux éléments.

Ma délégation estime que c'est là une préoccupation juste et naturelle de la population samoane. Cependant, elle considère que cette préoccupation ne peut être que passagère. Elle est appelée à s'estomper avec le temps et les générations dans le brassage naturel de la population, si les citoyens d'origine européenne n'entretiennent des tendances à une hégémonie qui justifierait les réactions et la méfiance des Samoans d'origine. Nous estimons que toutes les considérations fondées sur la race ou la proportion de sang sont artificielles et stériles et n'amèneront que des germes dangereux de difficultés internes au sein de la nouvelle nation qui va faire ses premiers pas pénibles dans la voie de l'autonomie.

C'est une question délicate que le Comité spécial n'aura pu résoudre sous la pression des circonstances. Dans ce cas, nous espérons que l'Assemblée législative

M. Salomon (Haïti)

abordera la question dès sa première session, à la fin de cette année, et nous souhaitons qu'une solution de sagesse soit trouvée. L'Autorité administrante, par la voix de son Premier Ministre, a exprimé la conviction que l'unité idéale de la population pourra être réalisée, sans aucune distinction de race. Nous sommes certains que les Samoans sauront régler la question eux-mêmes. Il importe que nous leur en laissions le soin.

Une autre question importante doit encore être résolue. C'est celle des relations du futur Etat samoan avec la Nouvelle-Zélande. Nous pensons que l'Autorité administrante devrait montrer plus clairement ses intentions à ce propos. On nous a dit que les liens qui devront unir les deux pays seront de même nature que ceux qui unissent le Royaume de Tonga au Royaume-Uni. Nous ne sommes pas sûrs que la population samoane, qui a certainement ses idées à elle, soit bien consciente de ce que sont les liens dont on lui parle. En tout état de cause, nous souhaitons que d'ici 1960, une formule soit nettement précisée, prévoyant notamment le statut au sein du gouvernement du Juge principal et des autres juges, à qui il faut donner une certaine inamovibilité comme garantie de leur indépendance.

Leur candidature pourrait être proposée par la Nouvelle-Zélande et examinée par le Gouvernement du Samoa. Cependant, une fois l'approbation donnée, le juge serait inamovible pour la durée de son mandat. La formule actuelle qui soumet le mandat du juge au bon vouloir du Gouverneur ne nous paraît pas convenable en dépit de l'avantage de pouvoir remplacer un juge non satisfaisant.

La situation du Ministre des finances et des autres fonctionnaires qu'il sera nécessaire, pendant un certain temps encore, de détacher auprès du Gouvernement samoan devra trouver place dans l'accord entre le futur Etat et la Nouvelle-Zélande.

En attendant, nous pensons qu'il est souhaitable que l'Autorité administrante accélère l'exécution du plan provisoire établi pour la formation systématique des personnes destinées à remplacer les fonctionnaires supérieurs détachés. Nous notons que des cours d'entraînement ont été organisés à leur intention, mais nous souhaitons que, de plus en plus, il soit envisagé d'en envoyer un très grand nombre en Nouvelle-Zélande où ils acquerront une expérience plus poussée en matière d'administration.

Nous n'insisterons pas sur le développement constitutionnel. D'ailleurs, l'année dernière, à la suite du rapport de la Mission de visite, le Conseil a concentré son attention sur la situation politique en pleine transformation. Nous croyons que les considérations d'ordre économique et social devraient avoir le pas sur les autres. Dans le rapport qu'elle nous a soumis cette année, l'Autorité administrante a déclaré que "le développement politique est maintenant si avancé que la responsabilité de diriger et de financer le développement retombe beaucoup plus sur le gouvernement territorial que sur l'Autorité administrante".

Il y a là une déclaration, si l'on veut édifiante; cependant, ma délégation y puise une certaine crainte s'il fallait y voir une tendance quelconque de l'Autorité administrante à se relâcher dans l'exercice de ses obligations.

En effet, ce qu'il reste à accomplir dans le domaine économique et social avant la délai de 1960 est considérable. C'est pourquoi nous aurions souhaité que l'Autorité administrante provoque une sorte de branlebas et déploie toute son énergie à résoudre les nombreux problèmes qui subsistent ou tout au moins à conduire le futur Etat samoan sur la voie qui mène à cette solution.



Tout d'abord, il nous a semblé qu'un plan détaillé concernant le développement économique et social du Territoire n'a pas été établi. Sans doute, les lignes générales en ont été esquissées. Mais il serait plus approprié que l'Autorité administrante, qui a l'expérience des problèmes du Territoire, convoque un groupe de techniciens qui se consacraient rapidement à l'établissement du plan détaillé valable à la fois immédiatement et à long terme.

Le Comité d'utilisation des terres, qui a été chargé d'examiner la question de la régularisation de la possession des terres et de faire des recommandations sur leur aménagement, devrait accélérer ses travaux afin de permettre aux experts d'avoir une base plus certaine d'évaluation des possibilités de rendement du Territoire. D'autre part, les études géologiques et pédologiques du Territoire ont été achevées; le Comité de planification pourra disposer de ces études. En outre, un Comité spécial a présenté un rapport sur la planification des ressources financières du Territoire.

Ainsi, les éléments du programme de développement économique sont presque tous réunis; il ne reste plus à l'Autorité administrante qu'à y joindre l'assurance que son rôle consultatif et son assistance technique et financière ne seront pas retirés pendant de longues années encore.

Il semble que l'objectif principal à atteindre devra être une augmentation accélérée de la production, en raison du fait que la population s'accroît à un rythme impressionnant.

Nous avons été heureux d'apprendre que le Gouvernement samoan a décidé de gérer comme un tout les Western Samoa Trust Estates, au lieu d'en disperser les fonds. Il y a là une source appréciable de revenus qu'il faut exploiter, et une possibilité pour le gouvernement d'entreprendre des cultures qui serviront de modèle aux planteurs particuliers. Actuellement, le Gouvernement a un Département de l'agriculture bien outillé, qui vient d'ailleurs d'être réorganisé, et qui dispose d'un personnel complet de spécialistes qualifiés. C'est sur ce Département que repose avant tout l'avenir économique du futur Etat samoan. C'est pourquoi nous eussions souhaité qu'il accordât une attention toute particulière à l'amélioration des cultures, au problème de l'eau pour les plantations nouvelles et à la lutte contre les insectes nuisibles tels que les rhinoceros beetle.



Le coprah constitue actuellement la principale source de revenus du Territoire. L'Accord décennal passé avec le Royaume-Uni pour l'achat de ce produit expire à la fin de l'année. Nous attendons sans appréhension le résultat des négociations qui se poursuivent actuellement à Londres en ce qui concerne la vente de la production future. Le Représentant spécial ne nous a-t-il pas dit que "tout porte à croire que les négociations conduiront à des résultats satisfaisants"?

La situation s'est aggravée en ce qui concerne ce produit à cause de la baisse sensible des prix sur le marché mondial. Cependant, nous sommes réconfortés par le fait qu'un Fonds de stabilisation a été créé et qu'à la fin de 1956, cet organisme disposait d'une réserve de 342.500 livres sterling. Le Comptoir du coprah, qui dirige ce Fonds, accorde d'autre part des primes aux producteurs pour le coprah de meilleure qualité. C'est là une politique fort sage que nous aurions aimé voir suivre en ce qui concerne d'autres produits importants du Territoire tels que le cacao et la banane.

Parallèlement au développement de l'agriculture, l'effort devrait être dirigé vers la recherche d'autres ressources pour le Territoire. Le développement de la pêche doit être accéléré, afin de fournir plus de protéines dans l'alimentation de la population. Le service de la pêche devra jouer, dans ce domaine, un rôle de pionnier; nous pensons que la formation donnée en Nouvelle-Zélande aux fonctionnaires de ce service sera d'une grande aide.

Pour stimuler encore la production, nous estimons que plus d'attention devrait être apportée aux deux facteurs suivants : les coopératives et l'épargne.

Les coopératives connaissent un développement impressionnant qu'il importe de canaliser au profit de l'ensemble de la production. L'Autorité administrante considérait l'année dernière comme une année de consolidation des coopératives; elle considère l'année sous revue comme une période de progrès rapides. En effet, les entraves économiques et psychologiques ont pu être surmontées et le nombre des coopératives est passé de sept en 1955 à plus de vingt-neuf à cette date. Cette augmentation spectaculaire témoigne de la vitalité et de l'enthousiasme de la population ainsi que de sa réceptivité à l'égard de toute idée de progrès et d'avancement.

Le même résultat pourrait sans doute être atteint si l'on encourageait la population à l'épargne. Les institutions de crédit pourraient effectuer plus facilement des investissements dans des entreprises industrielles nouvelles capables de produire des articles de première nécessité; ce serait de tout profit pour le Territoire, une fois que les obstacles d'ordre psychologique et matériel qui subsistent, seront aplanis.

Nous n'avons aucun commentaire particulier à présenter dans le domaine social et de l'enseignement. Nous sommes en général satisfaits de la politique suivie. Cependant, il nous a semblé que le fait que les travailleurs qualifiés émigrent en Nouvelle-Zélande pour y rechercher de meilleures conditions de travail, présentait une certaine importance pour un Territoire dont la population est encore restreinte et qui a besoin de toutes ses forces vives pour s'assurer un destin meilleur. Il convient d'accorder à cette question un plus grande attention et de créer les conditions d'emploi et de salaire susceptibles de retenir les travailleurs qualifiés.

Dans le domaine de la santé, nous avons noté que les conflits qui affectaient le personnel médical ont disparu et que le corps remarquable des medical practitioners continue à remplir sa tâche avec le même dévouement et une compétence accrue, grâce aux moyens de perfectionnement qui ont été mis à sa disposition.

D'autre part, nous avons noté que la campagne d'éradication du pian s'est poursuivie et s'est terminée, avec l'aide de l'OMS et de l'UNICEF; elle a ramené à 4 pour 100 le pourcentage des victimes du pian. Nous souhaitons que la vigilance des services de santé chargés spécialement de la vérification et de la détection des cas subsistant soit renforcée, afin d'éviter toute renouveau de cette maladie si désastreuse pour l'économie d'un pays, étant donné le potentiel humain qu'elle affecte, lorsque son éradication n'est pas encore entreprise.

Il faut espérer que le même succès sera obtenu dans la campagne contre la tuberculose, dont le plan est actuellement à l'étude et qui commencera en 1959, avec le concours de l'OMS.

En ce qui concerne le domaine de l'enseignement, nous avons appris avec intérêt qu'une loi sera soumise à l'Assemblée législative du Territoire en vue de rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit.

Nous avons noté, en effet, qu'un grand nombre d'enfants d'âge scolaire ne fréquentaient pas les écoles du Territoire qui, pourtant, sont d'accès facile et en nombre relativement suffisant. Nous souhaitons que cette loi soit adoptée rapidement et qu'elle embrasse tous les autres aspects de l'enseignement comme nous l'a annoncé le Représentant spécial, en particulier la question du niveau de l'instruction primaire.

Au cours des débats, nous avons attiré l'attention sur un passage du rapport de l'Autorité administrante d'après lequel il faudra plusieurs années avant que le niveau de l'instruction primaire, dans les écoles de districts et de villages, puisse permettre à tous les élèves de poursuivre avec succès des études dans une école secondaire.

Le Représentant spécial nous a indiqué que ceci expliquait en partie qu'alors que 26.000 élèves fréquentaient les écoles primaires, moins de 500 seulement suivaient des cours secondaires. Nous pensons qu'il y a là un problème très sérieux à résoudre et que l'Autorité administrante et le Gouvernement du Samoa nous feront part, l'année prochaine, des mesures prises en vue de porter remède à la situation.

J'en ai terminé avec les observations sur le Territoire sous tutelle du Samoa Occidental. Comme je le disais au début, les nombreux problèmes auxquels le Gouvernement du Territoire doit faire face ne nous font point oublier que nous approchons réellement et rapidement de l'un des objectifs essentiels de la tutelle, à savoir l'autonomie effective du Territoire. C'est là un exemple de progrès que l'histoire ne manquera pas de souligner.

Je ne terminerai pas sans remercier le Représentant spécial, M. Smith et le représentant de la Nouvelle-Zélande de la patience avec laquelle ils ont bien voulu contribuer à nos travaux.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord exprimer la reconnaissance de ma délégation pour les renseignements très fournis, relatifs au Territoire sous tutelle du Samoa Occidental, que contient le rapport de l'Autorité administrante et qui ont été complétés de façon remarquable, s'il m'est permis de le dire, par le Représentant spécial dans sa déclaration liminaire et dans ses réponses fort complètes aux questions qui lui ont été posées.



Les années précédentes, le Conseil a félicité l'Autorité administrante pour le progrès constant et considérable qui a été obtenu dans le domaine politique et qui est le résultat d'une coopération fructueuse et harmonieuse entre le peuple samoan et les autorités néo-zélandaises.

Au cours de l'année que nous examinons, un progrès considérable a été fait par l'inauguration du système des membres, en vertu duquel le Conseil exécutif dans son ensemble a pris la responsabilité formelle du gouvernement quotidien du Samoa Occidental, devenant ainsi l'instrument principal, selon une expression bien connue, de la politique dans le Territoire. Quiconque s'est occupé de progrès constitutionnel en Afrique Occidentale connaît cette expression. En même temps, chaque membre du Conseil exécutif est devenu responsable d'un ou de plusieurs départements. Ma délégation constate que les quatre membres samoans ont été chargés des départements importants de l'agriculture, des terres, de l'enseignement et de la santé publique. L'importance de ces mesures, qui amènent le Territoire un peu plus avant sur la route vers le gouvernement ministériel, n'a pas à être soulignée davantage. C'est vraiment un pas très important.

Le Conseil voudra également féliciter l'Autorité administrante d'avoir transféré à une société samoane les biens des New Zealand Reclamation Estates. Ma délégation estime que l'Autorité administrante a agi avec sagesse en limitant le pouvoir de la nouvelle société de disposer des terres dont il s'agit, car il est important que les Estates continuent de fournir des revenus pour le développement économique et social si nécessaire.

Un aspect important de l'évolution des dix-huit derniers mois a été l'augmentation du nombre des sociétés coopératives qui ont passé de sept à vingt-neuf, ce qui prouve que les efforts constants, mais jusqu'ici peu frappants, de l'Autorité administrante ont finalement porté des fruits visibles. Si cette croissance rapide doit être aussi durable, il est évidemment important que les fonctionnaires des sociétés, les dirigeants et les comptables soient des personnes qualifiées et, à cet égard, ma délégation voit avec satisfaction le projet de donner aux candidats à ces postes des périodes de formation pratique. De plus, la présence d'un fonctionnaire supérieur samoan des coopératives à un cours de formation au Danemark sera certainement utile au mouvement des coopératives.



Le taux rapide d'accroissement de la population samoane présente un problème à long terme important pour l'administration et, en vérité, pour le Territoire et pour ses habitants. Ce problème ne peut être résolu que par le développement des ressources économiques et l'augmentation de la productivité, d'où la formulation d'un programme à long terme d'investissements de capitaux. Ce programme est d'une importance considérable. Ma délégation est donc heureuse de la décision de créer un groupe d'étude composé de trois membres à l'effet de trouver les moyens d'encourager l'investissement de l'épargne privée ainsi que le développement de services bancaires.

Deux autres enquêtes qui s'avéreront probablement d'égale importance pour l'avenir économique du Territoire ont été entreprises. Il s'agit de recherches pédologiques et d'études sur la structure géologique du Territoire, en particulier aux fins de trouver des ressources en eau. Sans aucun doute, les résultats de ces trois enquêtes seront fort utiles et ma délégation attend avec intérêt les renseignements complémentaires que l'Autorité administrante nous fournira certainement sur les résultats de ces enquêtes ou recherches, dans les rapports ultérieurs.

Dans le domaine social, l'adoption de l'ordonnance sur les Conseils de salaires cette année, après l'examen complet d'un Comité spécial de l'Assemblée législative, constitue une mesure importante. Bien que le Territoire, qui manque encore d'un développement industriel sur une grande échelle, n'ait pas de grandes classes salariées, ma délégation salue l'introduction des conseils de salaires qui seront composés d'un nombre égal de représentants d'employeurs et de représentants d'employés ayant un mandat assez large. Ces consultations maintiendront sans doute au mieux les relations entre employeurs et employés, ce qui constitue déjà un aspect important de l'existence au Samoa Occidental.

Il ressort des documents dont le Conseil a été saisi que l'Administration a pris des mesures énergiques, dans le domaine de la santé publique, au cours de l'année dernière. L'achèvement de la partie principale de la campagne contre le pian, sous les auspices de l'OMS et du FISE, est particulièrement digne d'être mentionné et ma délégation est heureuse d'apprendre que l'incidence de la maladie a été fort réduite, selon l'enquête qui vient d'être faite. Il est à souhaiter que le même succès couronne la campagne projetée contre la tuberculose et ma délégation attendra avec beaucoup d'intérêt les détails qui seront fournis dans les rapports futurs de l'Autorité administrante.

L'année 1956 a marqué l'affermissement de l'enseignement. Il convient particulièrement de tenir compte de la construction de dortoirs au Samoa College. Il est très satisfaisant de constater que ce Collège peut maintenant répondre aux besoins courants de l'enseignement secondaire. On se propose également d'agrandir l'Ecole d'agriculture d'Avele et d'en faire un collège régional agricole. Il y a là un symptôme encourageant de l'attitude de l'Autorité administrante qui est pleinement consciente de la nécessité de maintenir le développement de l'enseignement à la hauteur du progrès dans les autres domaines.

Le Samoa Occidental avance de façon constante vers la réalisation des objectifs du système de tutelle dans le domaine politique et ce progrès politique est suivi de près par le progrès dans d'autres domaines. Ma délégation partage l'opinion que vient d'exprimer le représentant d'Haïti et selon lequel le Conseil peut constater avec satisfaction ce progrès constant et harmonieux. Ma délégation saisit cette occasion pour féliciter les habitants du Territoire et l'Autorité administrante des progrès qu'ils ont accomplis dans tous les domaines au cours de l'année que nous examinons. En terminant, nous remercions une fois de plus le Représentant spécial pour le concours considérable qu'il nous a apporté dans notre étude du rapport annuel.

M. Smith se retire.

La séance, suspendue à 15 h. 50, est reprise à 16 h. 20.

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE :  
RAPPORT DU COMITE DE REDACTION (T/L.769 et Add.1, L.780) [Point 4 d) de l'ordre  
du jour]

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil est saisi du rapport du Comité de rédaction qui fait l'objet du document T/L.780. Je voudrais demander au représentant de la France, Président du Comité de rédaction, s'il désire faire une déclaration au sujet de ce rapport.

M. de CAMARET (France), Président du Comité de rédaction: Les travaux du Comité de rédaction désigné par le Conseil pour préparer le texte de son prochain rapport relatif à la situation dans le Territoire des îles du Pacifique, ont été extrêmement aisés et se sont déroulés dans des conditions très satisfaisantes. En effet, il a suffi à ce Comité de tenir deux séances pour qu'un accord s'établisse, très facilement d'ailleurs, entre ses différents membres.

Je crois qu'il convient d'en attribuer le mérite principal aux représentants du Secrétariat, M. Rapoport et M. Mashler, dont la compétence et le dévouement sont bien connus du Conseil et qui m'ont apporté dans ma tâche un concours aussi éclairé qu'intelligent.

Sans doute convient-il aussi de noter l'importance du rôle qu'a joué dans ces travaux M. Nucker, représentant spécial des Etats-Unis, qui, par la concision de ses réponses, de même que par l'intelligence de ses suggestions, a également contribué très largement à l'élaboration rapide du document qui est soumis aujourd'hui à l'attention du Conseil,

Le Comité a rédigé un certain nombre de recommandations et de conclusions qui lui ont semblé traduire l'opinion de la majorité de ses membres et également celle des membres du Conseil. Ces recommandations et ces conclusions figurent à l'annexe I du présent rapport.

Le Comité s'est fondé presque exclusivement pour cela, je tiens à le préciser, sur le débat général que le Conseil a consacré à la situation dans le Territoire. D'autre part, je crois qu'il appartient au Conseil d'adopter le document de travail distribué par le Secrétariat sous la cote T/L.769 ainsi que l'addendum 1 qui pourrait être considéré comme le texte de base pour l'élaboration du chapitre relatif à la situation dans le Territoire qui doit figurer dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.

Finalement, le Conseil aura à se prononcer sur l'annexe II du rapport qui est relative à la fixation de délais intermédiaires et de la date limite à laquelle le Territoire accédera à l'autonomie ou à l'indépendance.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil va pouvoir voter maintenant sur l'annexe I qui contient les conclusions et recommandations proposées par le Comité. Je vais mettre ces conclusions et recommandations aux voix séparément.

Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 1 est adopté.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 2 est adopté.

Par 12 voix contre une, le paragraphe 3 est adopté.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique a voté contre le paragraphe 3 du rapport du Comité de rédaction, annexe I, parce que ce texte approuve certains actes de l'Autorité administrante qui ne sont pas conformes aux principes de la tutelle et à la suite desquels, la population du Territoire a été privée de deux îles qui lui ont été prises, avec un bail d'une durée indéterminée, par l'Autorité administrante.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais expliquer brièvement pourquoi ma délégation a voté en faveur du paragraphe 3.

Vous vous souviendrez que nous avons eu beaucoup à dire au sujet de cet accord conclu entre le gouvernement et les résidents de ces deux îles. Cependant, nous avons tout spécialement appuyé sur le fait que l'accord devrait être soumis au Conseil de tutelle pour étude plus approfondie, à la lumière de l'accord de tutelle. Nous sommes heureux de constater que l'Autorité administrante a accepté de fournir le texte complet de cet accord au Conseil, l'année prochaine. Dans ces conditions, nous sommes satisfaits et nous votons pour le paragraphe 3.

A l'unanimité, le paragraphe 4 est adopté.

A l'unanimité, le paragraphe 5 est adopté.



M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Pourrais-je vous demander, Monsieur le Président, de mettre aux voix séparément la phrase qui commence par : "...le Conseil exprime à nouveau l'opinion qu'un transfert du siège..." etc. (T/L.780) Annexe I, p. 2) jusqu'à la fin du paragraphe 6, c'est-à-dire les cinq dernières lignes.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois qu'il vaudrait mieux voter tout d'abord sur la partie qui fait l'objet de l'observation du représentant de l'Union soviétique. Je mets donc aux voix les cinq dernières lignes du paragraphe 6.

Par 9 voix contre zéro, avec 4 abstentions, cette partie du paragraphe 6 est adoptée.

Par 11 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le paragraphe 6 dans son entier est adopté.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 7 est adopté.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 8 est adopté.

Le paragraphe 9 est adopté à l'unanimité.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique propose d'ajouter au paragraphe 10 les mots "et le programme des coopératives" après les mots "programme de Homesteading". La phrase se lirait alors :

"Le Conseil recommande que l'Autorité administrante redouble d'efforts pour accélérer le programme de homesteading et le programme des coopératives, en vue d'accroître la superficie des terres cultivées".

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je ne savais pas que les coopératives du Territoire s'occupaient du programme de homesteading et d'accroître la superficie des terres cultivées. En outre, je croyais que l'Autorité administrante avait pour politique de procéder par des moyens comparables, sinon analogues, à ceux des coopératives du Territoire. Peut-être pourrions-nous avoir une explication sur ce point avant de passer au vote.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne comprends pas à qui le représentant de l'Australie s'adresse pour obtenir des précisions - il s'adresse probablement au représentant de l'Autorité administrante. S'il désire une explication de la part de l'Union soviétique, je la lui donnerai volontiers.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Ce serait fort utile, j'en suis sûr, mais je suis également convaincu que la meilleure partie de l'explication que je recherche pourrait m'être fournie par le représentant de l'Autorité administrante avec plus grande autorité.

M. FELD (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai rien à ajouter à ce qu'a déjà dit le Représentant spécial au sujet du programme des coopératives, mais il me semble que l'introduction de ces mots à cet endroit enlèverait tout sens à la phrase en question.

Par 7 voix contre 5, avec une abstention, la proposition de l'Union soviétique est rejetée.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) :

Je voudrais simplement dire, pour expliquer mon vote, qu'il ne faut pas l'interpréter comme le témoignage d'un manque d'intérêt pour le développement des sociétés coopératives. Nous pensons simplement que ceci n'est pas l'endroit le plus approprié pour parler de cette question. C'est pourquoi j'ai voté contre l'inclusion de ces mots.

Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 10 est adopté.

Le paragraphe 11 est adopté à l'unanimité.

Le paragraphe 12 est adopté à l'unanimité.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 13 est adopté.

Le paragraphe 14 est adopté à l'unanimité.

Le paragraphe 15 est adopté à l'unanimité.

Le paragraphe 16 est adopté à l'unanimité.

Le paragraphe 17 est adopté à l'unanimité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'attire maintenant l'attention du Conseil sur la première partie du rapport du Comité de rédaction. Au paragraphe 5, le Comité recommande au Conseil d'adopter le document de travail sur la situation dans le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique comme texte de base pour l'élaboration du chapitre relatif à la situation dans ce Territoire qui doit figurer dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité. Je vais mettre cette recommandation aux voix.

Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la recommandation contenue au paragraphe 5 est adoptée.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Etant donné que le texte proposé par le Comité de rédaction ne tient aucunement compte de la résolution 1064 (XI) de l'Assemblée générale, la délégation de l'Union soviétique propose l'amendement suivant :

"Notant que l'Autorité administrante n'a présenté aucun renseignement concernant la mise en vigueur de la résolution 1064 (XI) de l'Assemblée générale, le Conseil recommande à l'Autorité administrante de fixer le délai nécessaire pour l'accession du Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique à l'indépendance ou à l'autonomie, et l'invite à faire figurer les renseignements pertinents à ce sujet dans son prochain rapport annuel."

M. CLAEYS BOUUAERT (Belgique) : Je crois pouvoir interpréter le projet d'amendement déposé par le représentant de l'Union soviétique comme étant destiné à remplacer le paragraphe 6. Il me semble que le Conseil n'a pas encore été admis à se prononcer sur la teneur même de l'annexe II. Je voudrais donc demander une précision sur ce point au représentant de l'Union soviétique. Son amendement vise-t-il à compléter l'annexe II, sur laquelle nous n'avons pas encore été amenés à nous prononcer?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'étais en train de me poser la même question et je présume - le représentant de l'Union soviétique voudra bien confirmer cette interprétation si elle est exacte - que l'amendement soviétique vise à supprimer en partie ou en totalité le texte du paragraphe 6 pour le remplacer par le texte de l'amendement. En est-il bien ainsi? Dans la négative, il me semble que nous serions en présence d'une proposition nouvelle.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) : C'est au Conseil qu'il appartient de décider de la procédure qu'il veut suivre. S'il est à même d'adopter le texte que nous proposons afin de le substituer à la version proposée par le Comité de rédaction, nous n'aurons pas d'objections. De même, nous n'aurons pas d'objections si le Conseil estime devoir incorporer le texte que nous proposons dans la résolution rédigée par le Comité, en tant que paragraphe distinct.



Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il vaut peut-être mieux considérer le texte proposé par l'Union soviétique comme une addition au texte soumis par le Comité. Ce serait ainsi un amendement et je ne propose de mettre cet amendement aux voix.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi d'expliquer la position de ma délégation à l'égard de cet amendement de l'Union soviétique en faveur duquel nous voterons. Les membres du Conseil se rappelleront peut-être les opinions que nous avons exprimées lors de la discussion qui a eu lieu au sein de la Quatrième Commission et qui s'est terminée par l'adoption de la résolution 1064 (XI) de l'Assemblée générale. Nous étions d'avis que le premier paragraphe de cette résolution concernait essentiellement les cinq Territoires sous tutelle énumérés dans ce texte, mais nous devons rappeler que la résolution 558 (VI) de l'Assemblée générale parle de tous les Territoires sous tutelle. Nous pensons donc que l'amendement présenté aujourd'hui par l'Union soviétique découle en fait de la résolution adoptée par l'Assemblée générale au cours de sa sixième session, et c'est pourquoi nous voterons en faveur de ce texte.

M. RIFAI (Syrie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais, en quelques mots, indiquer que ma délégation adoptera une position semblable à celle que vient d'expliquer le représentant de l'Inde. Ma délégation est prête à appuyer l'amendement proposé par l'Union soviétique, et nous préférierions que ce texte soit considéré comme une addition au paragraphe proposé par le Comité de rédaction.

L'amendement de l'Union soviétique est conforme à l'esprit et à la lettre de la résolution adoptée par l'Assemblée générale à sa onzième session. On se rappellera que le paragraphe 2 du dispositif de cette résolution était ainsi rédigé :

"Invite les Autorités administrantes à évaluer le laps de temps nécessaire pour l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance de tous les Territoires sous tutelle, conformément à la résolution 558 (VI) de l'Assemblée générale, en date du 18 janvier 1952, et à la présente résolution".

Telles sont les raisons pour lesquelles ma délégation pourra appuyer l'amendement proposé par l'Union soviétique.

M. FEILD (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je tiens à préciser la position de la délégation des Etats-Unis au sujet de l'amendement soviétique. A maintes reprises, au cours des sessions précédentes, nous avons déclaré au Conseil que nous sommes opposés à toute proposition tendant à inviter les Autorités administrantes à fixer des délais définitifs. Notre délégation a voté contre l'insertion d'une disposition dans ce sens dans la résolution 1064 (XI). Nous voterons contre l'amendement soviétique.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais expliquer brièvement mon vote sur l'amendement soviétique. Ma délégation votera en faveur de cet amendement.

Il est inutile que j'expose à nouveau le point de vue de ma délégation au sujet de l'importante question des dates limites fixées pour l'accession des Territoires à l'autonomie ou à l'indépendance. De l'avis de ma délégation, il est indispensable que des indications soient données au sujet de ces dates. Ma délégation a appuyé la résolution 1064 (XI) de l'Assemblée générale, ainsi que la résolution 558, adoptée à la sixième session. Nous appuierons dans le même esprit l'amendement de l'Union soviétique. Nous n'avons aucune objection, cependant, à ce que cet amendement soit considéré comme une addition au texte du document T/L.780.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Ma délégation n'a pas d'objections à ce que l'amendement proposé par le représentant de l'Union soviétique soit incorporé dans le texte adopté par le Comité de rédaction (T/L.780, annexe II) afin de le compléter. Pour expliquer l'attitude de ma délégation, qui appuiera l'amendement soviétique, je me bornerai à indiquer que nous estimons que cet amendement est conforme à la résolution 1064 (XI) et à la résolution 558 (VI) adoptées par l'Assemblée générale.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Ce qui me préoccupe en premier lieu, c'est une difficulté de procédure. Je ne suis pas certain que le représentant de l'Union soviétique ait demandé la suppression du texte soumis par le Comité de rédaction et son remplacement par son propre projet;

si le représentant de l'Union soviétique voulait bien donner un éclaircissement sur ce point, cela aiderait beaucoup le Conseil. Pour faciliter les choses à cet égard, je me permets d'indiquer que le Conseil devrait d'abord voter sur la suppression du premier texte et ensuite sur le remplacement du premier texte par celui de la délégation soviétique. Mais ceci est simplement une question de procédure.

Je voudrais maintenant présenter quelques observations sur le texte soumis au Conseil par le Comité de rédaction. En premier lieu, je veux attirer l'attention sur l'alinéa 1 de l'annexe II au rapport du Comité de rédaction; cet alinéa se termine par la phrase suivante :

"Le rapport annuel de l'Autorité administrante pour l'année considérée ne contient pas de renseignements supplémentaires."

Ceci n'est pas exact; en outre il y a là une déclaration incomplète. Tout d'abord, le rapport annuel contient des renseignements supplémentaires; en second lieu, le Représentant spécial a donné d'autres renseignements supplémentaires au Conseil.

Si des précisions sur ce point sont nécessaires, il me suffira de dire au Conseil que l'Autorité administrante, dans son rapport annuel, a fourni une réponse à la résolution prise par le Conseil à sa dix-huitième session; il est difficile de comprendre pourquoi il n'a pas été pris note de ce fait. L'Autorité administrante a déclaré que, d'une manière générale, elle estimait que les recommandations contenues dans cette résolution étaient raisonnables. Si ceci ne constitue pas un renseignement important, je me demande ce que c'est. Je le répète, il m'est difficile de comprendre pourquoi il n'en a pas été pris note.

En outre, le Représentant spécial a fourni des renseignements supplémentaires et, si j'ai bien compris, a indiqué des dates limites supplémentaires; pourtant, dans cette section du rapport du Comité de rédaction, ces dates limites supplémentaires ne sont pas mentionnées; je dirai même que ce rapport ne mentionne pas le fait que l'un des délais qui avaient été indiqués au Conseil l'année dernière a été modifié cette année et que l'institution d'un Congrès à Truk, qui avait été envisagée à l'origine pour 1960, est maintenant projetée pour l'année 1957.

Ceci constitue un changement important; il n'en est pas fait mention, bien que la date elle-même soit signalée dans la section qui contient l'exposé des faits dans le rapport qui a été adopté l'année dernière par le Conseil. J'espère que les auteurs de ce premier paragraphe de l'annexe II voudront bien expliquer au Conseil l'angle tout à fait limité sous lequel ces faits ont été traités.

Je passe au paragraphe 2 de cette annexe II. Le Conseil notera que le texte de ce paragraphe commencé par la phrase : "Le Conseil réitère l'opinion qu'il a exprimée à sa dix-huitième session". Cependant, à sa dix-huitième session, le Conseil n'a exprimé aucune opinion; il s'est contenté de "noter avec satisfaction que des objectifs et des délais avaient été indiqués dans le domaine politique, et qu'il espérait que cela donnerait au Territoire...". Ainsi, le Conseil, à sa dix-huitième session, a exprimé, non pas une opinion, mais un espoir. En fait, puisque la recommandation du Conseil a été acceptée par l'Autorité administrante, le Conseil devrait être actuellement en mesure de dire si son espoir s'est ou non avéré justifié, si l'adoption de cette procédure a ou non donné au Territoire "un sentiment plus vif ...". Ce que le texte dit, c'est que le Conseil a exprimé une opinion, alors qu'il s'est borné à exprimer un espoir; si nous réitérons l'expression de cet espoir, nous pouvons tous les ans continuer à exprimer le même espoir, ce qui me semble assez inutile.

Certes, à la troisième ligne du texte, nous trouvons le mot "donnera"; la phrase est ainsi conçue: "...l'opinion qu'il a exprimée à sa dix-huitième session qu'une indication relative à la fixation d'étapes et de dates successives dans le domaine politique donnera au Territoire sous tutelle le sentiment plus vif qu'il progresse vers l'objectif final ...". Le même commentaire s'applique à cette phrase. Si l'adoption de cette politique - et je crois comprendre que cette politique a été adoptée et mise en oeuvre par l'Autorité administrante - a eu l'effet que le Conseil en espérait, il conviendrait de dire maintenant, non pas "donnera au Territoire", mais "a donné au Territoire" ou bien "n'a pas donné au Territoire", suivant le cas.



Le texte poursuit ainsi : "Le Conseil recommande une fois de plus à l'Autorité administrante de continuer à le tenir informé ...".

Pourquoi le Conseil veut-il faire cette recommandation une fois de plus ? L'Autorité administrante, si ma délégation comprend bien, a adopté cet usage; elle a fixé certaines dates qu'elle a indiquées au Conseil. Pourquoi donc le Conseil répéterait-il une recommandation qui a été dûment acceptée par l'Autorité administrante dans le rapport annuel ? Pourquoi agirait-il comme si l'Autorité administrante n'avait pas accepté cette recommandation, comme si elle n'en avait pas dit un mot. Ce que j'entends expliquer ici se rapporte à ce que j'ai dit à propos du premier paragraphe où l'on ne mentionne pas du tout l'attitude de l'Autorité administrante.

Pour ce qui est du reste du paragraphe 2, les vues exprimées par ma délégation l'année dernière quant à l'existence d'un sens très net de direction dans le Territoire, d'une atmosphère de compréhension et de confiance, demeurent valables et elles ont été entérinées du fait que le Conseil de tutelle, cette année, a adopté quatre ou cinq recommandations félicitant l'Autorité administrante et le peuple micronésien pour les progrès accomplis, les mesures importantes qui ont été prises et la manière dont l'Autorité administrante encourage les habitants autochtones - je souligne ce point : la manière dont l'Autorité administrante encourage les habitants - ainsi que d'autres recommandations analogues. Je ne veux pas passer trop de temps sur ce point; je veux simplement, pour conclure, indiquer qu'il semble absolument superflu d'adopter un tel texte. Il semble que ce soit dépasser les pouvoirs du Conseil que de demander formellement des renseignements de cette nature. Ma délégation estime qu'il serait infiniment préférable que ce texte fût rédigé de façon à tenir compte de la position de l'Autorité administrante, des mesures qu'elle a prises, de l'attitude qu'elle a exprimée et qu'il note avec satisfaction cette attitude et cette position de l'Autorité administrante.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Pour ce qui est de la procédure, étant donné que le représentant de l'Union soviétique n'a pas demandé formellement que son texte remplace celui du Comité de rédaction, il semble qu'il soit préférable de considérer sa proposition comme un amendement ou une addition au texte du Comité de rédaction. Je crois que telle est l'opinion de la plupart des membres du Conseil.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant de l'Australie a critiqué le texte établi par le Comité de rédaction et, bien entendu, je ne puis pas répondre à cette critique puisque je n'ai pas participé à l'élaboration dudit texte.

Pour ce qui est du texte proposé par la délégation de l'Union soviétique, je dois dire qu'il se réfère à une résolution de l'Assemblée générale par laquelle l'Assemblée a invité les Puissances administrantes à évaluer le laps de temps nécessaire pour l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance de tous les Territoires sous tutelle et notamment du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique. Etant donné que nous n'avons pas de renseignements concernant la fixation du délai dont il est question dans cette résolution, je présume que le représentant de l'Australie sera satisfait de la précision que je viens d'apporter car il sait très bien qu'aucun document ne donne d'indications concernant la date limite dont il s'agit dans le deuxième paragraphe de la résolution de l'Assemblée générale.

Quant à l'observation du représentant de l'Australie suivant laquelle personne n'exige de l'Autorité administrante qu'elle fixe cette date limite et fournisse cette information, je dois, une fois encore, me référer au troisième paragraphe de la même résolution où il est dit que l'Assemblée générale "invite les Autorités administrantes à présenter au Conseil de tutelle, à ses dix-neuvième et vingtième sessions, tous renseignements utiles sur l'application des paragraphes 1 et 2 [qui précèdent]", c'est-à-dire des paragraphes relatifs à la fixation de dates limites pour l'accession des Territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance.

Pour ce qui est de l'endroit où viendrait s'inscrire notre amendement, je répéterai que le Conseil de tutelle a le droit de décider ce qu'il faut en faire. Si le Conseil est à même d'adopter cet amendement et de s'en tenir là, écartant tous autres textes, nous serons évidemment heureux de nous rallier à cette solution. Si le Conseil juge bon d'incorporer notre texte en tant qu'amendement, et, plus exactement, d'en faire le paragraphe 1 du dispositif de la recommandation que nous allons adopter, nous sommes prêts à accepter cette procédure.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres observations, je mettrai aux voix le projet d'amendement de la délégation soviétique.

Par 7 voix contre 6, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Maintenant que cet amendement a été rejeté, j'ai une proposition à faire moi-même, dont je donnerai lecture à moins que le Président ne préfère tout d'abord passer aux explications de vote s'il y en a.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je n'ai été saisi, jusqu'à présent, d'aucune demande d'explications de vote. Est-ce que la variante proposée par le représentant de l'Inde constituerait un amendement au texte présenté par le Comité de rédaction ?

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Il s'agit d'un amendement au texte que l'on trouve dans ce document. Le seul paragraphe du dispositif qu'il y ait ici rappelle l'opinion exprimée à la dix-huitième session et nous voudrions que ce paragraphe fut remplacé par un autre qui rappellerait simplement la recommandation de la dix-huitième session sans la répéter intégralement. Par ailleurs, j'ai été très frappé par les arguments si bien présentés par le représentant de l'Australie. Dans une certaine mesure, notre collègue a influencé mon opinion en la matière.

Mon amendement se lirait comme suit :

"Le Conseil,

"Rappelant sa recommandation de la dix-huitième session au sujet de l'indication d'étapes et de dates intermédiaires dans les domaines politique et autres,

"Note que le développement d'organes représentatifs, d'institutions de gouvernement local et la participation d'autochtones à l'Administration semblent être conformes aux recommandations ci-dessus rappelées,

"Exprime l'espoir que cette méthode de développement s'étendra à d'autres domaines."

Comme l'a fait remarquer le représentant de l'Australie, l'Autorité administrative a accepté en fait les recommandations de la dix-huitième session du Conseil. Ces recommandations ont été appliquées par l'Administration et nous espérons que cette méthode de développement sera étendue à d'autres domaines. Tel est le principal objet de mon projet d'amendement. Je voudrais en terminant exprimer l'espoir que le représentant de l'Australie voudra bien appuyer cet amendement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il est difficile de penser que les membres du Conseil sont prêts à voter le texte proposé par le représentant de l'Inde car il s'agit en fait d'un texte complètement nouveau pour le paragraphe 2. Cependant, si aucune demande n'est présentée au Conseil tendant à avoir davantage de temps pour examiner ce texte, je mettrai la proposition aux voix.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je n'insiste pas, mais je crois que les membres du Conseil auraient avantage à méditer un peu sur cet amendement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Dans ce cas, le projet de texte sera distribué par les soins du représentant de l'Inde et nous reviendrons plus tard à l'annexe II du rapport.

ADOPTION DEFINITIVE DU RAPPORT SUR LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA SOMALIE SOUS ADMINISTRATION ITALIENNE (T/L.765 et Add.1, L.779, L.784) /Point 4 e) de l'ordre du jour/

Sur l'invitation du Président, M. Baradi (Philippines), Membre du Conseil consultatif pour la Somalie sous administration italienne, prend place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous avons maintenant à décider l'adoption définitive du rapport sur les conditions de vie dans le Territoire de Somalie sous administration italienne. Ce rapport, s'il est adopté, constituera le chapitre sur la Somalie qui doit être inclus dans le rapport du Conseil à l'Assemblée générale. A sa 817ème séance, le Conseil a adopté un aperçu de la situation, et un certain nombre de conclusions et de recommandations au sujet de ce Territoire, pour l'inclusion dans ce chapitre. Il n'est pas nécessaire de revenir sur cette décision. Il y a cependant maintenant un nouveau projet de



section du rapport préparé selon l'usage par le Secrétariat et qui se compose d'un résumé des observations présentées par les divers membres du Conseil. C'est le document T/L.784. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'accepter le texte même qui reflète des opinions personnelles; je demande simplement au Conseil s'il accepte que ce projet soit inséré au chapitre Somalie du rapport. Quels sont les membres du Conseil qui sont en faveur de l'inclusion de ce résumé dans le rapport?

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, l'inclusion du résumé contenu dans le document T/L.784 est adoptée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le chapitre se compose maintenant de l'aperçu de la situation, des recommandations adoptées antérieurement et du résumé sur lequel nous venons de nous prononcer. Conformément à l'article 60, je mets tout le chapitre aux voix.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le chapitre est adopté.

M. BARADI (Philippines) (interprétation de l'anglais) : Le 21 mai 1957, parlant au nom du Conseil consultatif et de la délégation des Philippines, j'ai exprimé nos félicitations à l'occasion de l'élection des représentants de l'Australie et du Guatemala respectivement à la présidence et à la vice-présidence de la vingtième session du Conseil de tutelle. Nous avons alors exprimé l'espoir que, sous votre habile direction, Monsieur le Président, et grâce à votre compréhension profonde, l'oeuvre de cette session du Conseil de tutelle serait fructueuse. Comme au début de cette session, j'ai été autorisé à nouveau à parler au nom du Conseil consultatif; c'est une mission dont je m'acquitterai à nouveau avec joie.

A cette session du Conseil, et à de nombreuses autres, les membres du Conseil consultatif ont écouté avec beaucoup d'intérêt les déclarations, les discussions, les débats relatifs au Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne; à plusieurs occasions, les membres du Conseil consultatif ont pris une part active aux délibérations du Conseil de tutelle et, à ce sujet, je voudrais déclarer, pour le procès-verbal, que nous avons été frappés par la façon rapide et effective dont l'ordre du jour a été examiné.

L'espoir que nous avons exprimé antérieurement s'est vu réalisé, et nous nous en souviendrons longtemps.

Les membres du Conseil consultatif, dans leur rapport T/1311, ont énuméré les problèmes qui se posent dans le Territoire sous tutelle et ont suggéré certaines solutions. De même, nous avons exprimé l'opinion du Conseil consultatif qui se propose de s'acquitter de ses fonctions conformément à la résolution 289 A (IV) de l'Accord de tutelle. Nous sommes heureux de constater que cette session du Conseil a montré de toutes les façons ce que doit être la fonction constante du Conseil consultatif qui est de s'occuper du développement économique, politique, financier et culturel et du transfert des fonctions gouvernementales à un gouvernement indépendant, dûment constitué, pour le Territoire sous tutelle de la Somalie. A ce sujet, le Conseil consultatif désire exprimer sa reconnaissance aux représentants membres du Conseil de tutelle.

M. Baradi (Philippines)

Le Conseil de tutelle vient d'adopter le rapport sur la situation dans le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne. Nous, membres du Conseil consultatif, quitterons cette salle de conférence pour nous acquitter de la mission qui nous a été confiée dans le Territoire sous tutelle de la Somalie. Nous répétons ce que nous avons dit dans notre déclaration au Conseil de tutelle le 28 mai 1957 : les représentants de la Colombie, de l'Egypte, et des Philippines, individuellement et collectivement, coopéreront pleinement avec l'Autorité administrante et, par l'intermédiaire de cette Autorité, avec la population du Territoire sous tutelle de la Somalie pour laquelle nous avons tous accepté de bon coeur nos responsabilités et nous acquittons fidèlement de notre tâche.

Nous désirons, une fois de plus, remercier le Conseil de nous avoir permis en cette occasion d'exprimer les sentiments des membres du Conseil consultatif.

DIFFUSION, DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE, DE RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LE REGIME INTERNATIONAL DE TUTELLE : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (T/1328) /Point 10 de l'ordre du jour/

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais obtenir des précisions - soit de la part du Secrétariat, soit de la part du représentant de la Belgique - sur un point du paragraphe 6 du document T/1328.

En lisant le paragraphe 6, je constate qu'au Ruanda-Urundi il n'y avait qu'une adresse en 1956, et deux adresses en 1957, pour la distribution des comptes rendus du Conseil de tutelle. Je connais le Ruanda-Urundi et je suis assez surpris de constater qu'il n'y a dans le Territoire que deux sources faisant fonction d'agents de distribution. L'explication d'une telle situation est probablement très simple. Comme je l'ai dit, j'aimerais obtenir des précisions à cet égard.

M. CLAEYS BOUUAERT (Belgique) : Je suis heureux que l'occasion me soit donnée, par la question posée par le représentant de l'Inde, de donner quelques éclaircissements sur ce point.

Le Conseil pourra constater que, si le nombre d'adresses est de un ou de deux, le nombre d'exemplaires est beaucoup plus considérable - il peut d'ailleurs encore être étendu - et correspond aux besoins actuels d'information qui ont été communiqués à l'Autorité administrante, et, par l'intermédiaire de l'Autorité administrante au Secrétariat.

Conformément aux dispositions de la Charte et de l'Accord de tutelle, ma délégation estime que l'Autorité administrante est le canal normal et convenable pour assurer la diffusion de ces informations.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres commentaires, il sera noté que le Conseil prend acte du rapport du Secrétaire général à ce sujet (T/1328).

Il en est ainsi décidé.

#### ORDRE DES TRAVAUX

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Afin de permettre aux membres du Conseil d'étudier le texte de l'amendement présenté par le représentant de l'Inde, texte qui vient d'être distribué, relatif au rapport du Comité de rédaction sur le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique, la discussion de ce rapport sera ajournée jusqu'à notre prochaine séance.

En ce qui concerne les points 4 et 6 qui restent à notre ordre du jour, je crois comprendre que certains membres du Conseil ne sont pas prêts à se prononcer sur ces questions, et leur examen sera donc ajourné.

Il est souhaitable que nous terminions vendredi le débat général sur le Territoire sous tutelle du Samoa Occidental. Deux séances sont prévues pour vendredi.

La séance est levée à 17 h. 30.